



**Assemblée nationale**

# **journal des Débats**

**Deuxième session — 30<sup>e</sup> Législature**

**Le jeudi 2 mai 1974**

**Vol. 15 - N<sup>o</sup> 16**

**Président: M. Jean-Noël Lavoie**

## DÉBATS DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

### TABLE DES MATIÈRES

Questions des députés	
Négociations entre SOQUIP et Pétrominex. . . . .	.601
Comité d'enquête sur les conflits d'intérêts. . . . .	.602
Légalisation de l'avortement. . . . .	.604
Rapport du Protecteur du citoyen. . . . .	.605
Prix des taxis à Québec. . . . .	.607
Travaux parlementaires. . . . .	.609
Ajournement. . . . .	.609
Vote sur la motion d'ajournement. . . . .	.615

*L'exemplaire, 35 cents - Par année, \$8 - Chèque à l'ordre du Ministre des Finances  
Adresse: Comptable de l'Assemblée nationale, Québec*

*Courrier de la deuxième classe - Enregistrement no 1762*

(Quinze heures sept minutes).

M. LAVOIE (président): A l'ordre, messieurs!

Affaires courantes.  
Dépôt de rapports de commissions élues.  
Dépôt de rapports du greffier en loi sur les projets de loi privés.  
Présentation de motions non annoncées.  
Présentation de projets de loi au nom du gouvernement.  
Présentation de projets de loi au nom des députés.  
Déclarations ministérielles.  
Dépôt de documents.  
Questions orales des députés.

#### QUESTIONS DES DÉPUTÉS

M. le PRÉSIDENT: L'honorable député de Saguenay.

#### Négociations entre SOQUIP et Petromines

M. LESSARD: M. le Président, ma question s'adressait au ministre des Richesses naturelles, comme je remarque son absence et étant donné l'importance de cette question, je l'adresserai au premier ministre qui, je pense, a été dans le dossier des négociations entre la Société québécoise d'initiatives pétrolières et Petromines. Le premier ministre pourrait-il confirmer ou nier la nouvelle selon laquelle le gouvernement du Québec aurait négligé d'informer les autorités fédérales des négociations entreprises entre la Société québécoise d'initiatives pétrolières ou le ministère des Richesses naturelles et la Société pétrolière saoudienne Petromines visant à créer une société mixte et intégrée de raffinage et de distribution des produits pétroliers, ce qui, semble-t-il, aurait empêché Ottawa de pouvoir défendre ce dossier auprès des autorités saoudiennes?

M. BOURASSA: M. le Président, la question, tout en étant très juste, est un peu étonnante de la part d'un parti qui trouve toujours que nous discutons trop avec le gouvernement fédéral. Il y a un manque de logique de la part de la plate-forme du Parti québécois.

M. BURNS: On ne dit pas que vous discutez trop; on trouve que vous n'avez pas de chance dans vos discussions.

LE PRÉSIDENT: A l'ordre!

M. BOURASSA: Je sais qu'hier le député de Maisonneuve a été traité de bourgeois au Petit Colisée; je comprends qu'il n'est pas de bonne humeur.

M. MORIN: La question, la question!

M. BOURASSA: C'est d'actualité, M. le Président. C'est la même chose pour le député de Saguenay; il a été également traité de bourgeois au dernier Congrès des affaires québécoises.

LE PRÉSIDENT: A l'ordre, messieurs! A l'ordre, s'il vous plaît!

M. BOURASSA: M. le Président, sur cette question, nous avons décidé d'avoir certaines discussions très préliminaires. Et avant d'informer ou de discuter ou de coordonner notre action avec le gouvernement fédéral, nous avons voulu voir quelles étaient les chances d'aboutir.

Comme c'est resté au niveau très préliminaire, nous n'avons pas poussé plus avant les discussions avec le gouvernement fédéral, même si je suis convaincu que des informations ont été données au niveau des hauts fonctionnaires.

M. LESSARD: M. le Président, si je pose la question au premier ministre, c'est que je constate, de plus en plus, que le gouvernement québécois est devenu une succursale du gouvernement d'Ottawa et qu'il est obligé de passer par Ottawa pour faire valoir ses projets.

LE PRÉSIDENT: A l'ordre, messieurs!

M. LESSARD: Donc, plus ou moins de précisions; il semble que ce projet n'avance pas à cause du manque d'informations qu'on aurait données au gouvernement fédéral. Mais le premier ministre pourrait-il confirmer ou nier la nouvelle suivant laquelle en plus d'être saboté par le gouvernement fédéral, le projet de SOQUIP le serait également de l'intérieur même du gouvernement québécois par l'ex-conseiller du premier ministre, M. Paul Desrochers, qui aurait suscité d'autres associés avec la société Petromines?

M. BOURASSA: C'est absolument faux, M. le Président. Il n'y a eu aucune espèce de tentative de sabotage. Le gouvernement a essayé d'établir des contacts fructueux avec certaines sociétés du Moyen-Orient. Comme, jusqu'à présent, cela n'avait donné aucun résultat, je le répète et je l'avais dit tantôt, nous n'avons pas jugé bon de faire intervenir le gouvernement fédéral. Mais il y a eu, au niveau des hauts fonctionnaires, si mes informations sont exactes, des renseignements qui ont été donnés et le ministre des Richesses naturelles pourrait le confirmer. Mais il n'y a certainement pas eu de sabotage de la part de qui que ce soit dans mon entourage.

M. LESSARD: Donc, la conclusion, c'est qu'il n'y a aucun résultat positif actuellement. Est-ce que le premier ministre pourrait aussi confirmer ou nier la rumeur voulant que le gouvernement du Québec ait choisi, comme intermédiaire financier, la Chase Manhattan Bank plutôt que l'une ou l'autre des banques

canadiennes accréditées auprès des institutions financières de l'Arabie Saoudite?

M. BOURASSA: M. le Président, j'ai eu l'occasion, le député s'en souvient, de rencontrer, à plusieurs reprises, le président de la Chase Manhattan Bank, M. David Rockefeller, qui est venu à Québec à plusieurs reprises, notamment. C'est évident que la Chase Manhattan Bank a des contacts dans à peu près tous les pays du monde et peut être un allié très précieux pour le Québec dans la recherche des investissements ou dans la recherche d'ententes de cette nature.

Donc, je ne vois pas en quoi il peut être préjudiciable aux intérêts du Québec de choisir, à l'occasion, une banque américaine qui a une influence considérable dans le monde plutôt qu'une banque canadienne-anglaise.

M. LESSARD: Question additionnelle, M. le Président.

LE PRÉSIDENT: Dernière.

M. LESSARD: Une dernière question additionnelle, M. le Président. Est-ce que le premier ministre pourrait globalement faire le point sur sa négociation? Combien y a-t-il eu de missions, d'assemblées ou de négociations, combien de fois s'est-on rendu, soit le président de SOQUIP, soit les fonctionnaires du gouvernement, en Arabie Saoudite pour discuter de ces problèmes? Et où en sont rendues ces négociations?

M. BOURASSA: M. le Président, je pense qu'à l'occasion de l'étude des crédits du ministère des Richesses naturelles, on pourrait donner tous les détails. Je ne vois pas de caractère urgent dans la question du député de Saguenay. Je lui ai dit qu'à ce jour, avec les possibilités qui existent au Moyen-Orient, il était normal que le gouvernement fasse des efforts et essaie d'établir des contacts. Même si les chances de réussite n'étaient pas extraordinaires, je pense qu'il était normal qu'on fasse des efforts, étant donné le potentiel qui existe.

Donc, à l'occasion de la discussion des crédits du ministère des Richesses naturelles, on pourra donner tous les détails, à savoir pourquoi le gouvernement, dans telle occasion, a pu choisir tel intermédiaire et pourquoi, dans telle autre occasion... Toutes les réponses pourront être données au député de Saguenay.

LE PRÉSIDENT: L'honorable député de Maisonneuve.

#### **Comité d'enquête sur les conflits d'intérêts**

M. BURNS: M. le Président, étant donné que je n'ai pas pu obtenir de réponse, hier, de la

part du ministre d'Etat au Conseil exécutif, je vais donner la chance au premier ministre de racheter le mutisme de son ministre, lequel a été critiqué, d'ailleurs, par les journaux.

DES VOIX: Question!

M. BURNS: Je disais lequel, d'ailleurs, M. le Président, a été sérieusement critiqué par les journaux. Je donne la chance au premier ministre de rattrapper son ministre.

M. le Président, j'aimerais savoir du premier ministre, étant donné que c'est lui qui, avant-hier, a annoncé la formation d'un certain comité sur les conflits d'intérêts, qui siège à ce comité, d'une part, quel est le mandat de ce comité et à quelle date le premier ministre a demandé à ce comité de lui faire rapport.

M. BOURASSA: M. le Président, j'ai déjà répondu. D'abord, on me dit que sur le plan de la procédure, la question est déjà au feuillet.

M. BURNS: Elle n'est pas au feuillet.

M. BOURASSA: Elle est censée l'être.

M. BURNS: Non. M. le Président, je ne blâme pas le premier ministre, en l'absence du leader du gouvernement, d'être complètement perdu dans la procédure, même si celui qui prétend, à un moment donné, se retrouver sur mon chemin est justement, d'ailleurs, sur mon chemin dans le moment, parce que...

UNE VOIX: Question!

M. BURNS: M. le Président, je veux tout simplement dire ceci.

LE PRÉSIDENT: A l'ordre, messieurs!

M. BURNS: Hier, le ministre m'a dit: Au feuillet. Mais c'était à moi de le mettre au feuillet, et je ne l'ai pas fait. Si je veux le faire, je choisirai le moment où je le ferai, mais là je pose la question au premier ministre puisque c'est lui qui nous a parlé d'un mandat donné à un comité.

M. BOURASSA: M. le Président, je crois que le député et moi avons fait un pacte avant le début de la séance. Je lui ai promis que...

M. BURNS: Je n'ai fait aucun pacte avec le premier ministre.

M. BOURASSA: Je lui ai promis de ne pas le faire mettre en colère et il a promis de ne pas abuser de mon manque de préparation dans les questions de procédure.

J'ai dit mardi, M. le Président, qu'après la formation du cabinet j'avais demandé au ministre d'Etat au Conseil exécutif d'examiner la question avec M. Rivest et de s'adjoindre du

personnel dans mon bureau et dans son bureau. Il y a son chef de cabinet, mon chef de cabinet, M. Rivest. Je lui ai demandé de former un groupe de travail ou un comité et de me faire rapport le plus rapidement possible.

On a parlé de directives, je pourrais donner des exemples. On m'a accusé d'avoir dit, ou on a signalé que j'avais dit que les directives ontariennes étaient vagues.

Que le député se donne la peine d'examiner les directives ontariennes et me donne le temps d'expliquer cet exemple. On dit qu'une compagnie privée où un ministre a des intérêts ne peut pas faire affaires avec le gouvernement; ça peut vouloir dire que n'importe quel employé d'une compagnie privée, à l'insu du ministre, peut faire une transaction avec le gouvernement et forcer, sans que le ministre ne soit aucunement au courant de la situation, le ministre à démissionner sur le champ. Si cet employé est hostile au ministre pour toutes sortes de raisons, il peut forcer le ministre à démissionner. Je donne un exemple qui révèle que ce n'est pas si facile que cela d'appliquer des directives. D'ailleurs, ce n'est pas encore sous forme de projet de loi ni en Ontario ni à Ottawa. Ce n'est pas si facile que ça, quand on veut concrètement les appliquer, d'avoir des directives qui soient réalistes.

Alors, c'est ce que le député de Marguerite-Bourgeoys et M. Rivest, avec du personnel qui leur est adjoint, examinent actuellement et ils devront me faire rapport le plus rapidement possible.

M. BURNS: Est-ce que je dois comprendre, d'après la réponse du premier ministre, que le comité est composé du député de Marguerite-Bourgeoys et de M. Jean-Claude Rivest? C'est ça le comité?

M. BOURASSA: Le comité, M. le Président, est dirigé par le ministre d'Etat au Conseil exécutif, assisté de mon conseiller législatif et d'un personnel qui est choisi par M. Rivest, par moi-même et par le ministre d'Etat au Conseil exécutif.

M. BURNS: Qui est ce personnel, M. le premier ministre?

M. BOURASSA: M. le Président, cela varie selon les questions. Je pourrais donner les noms, mais il faut quand même garder quelque chose pour le feuilleton. Il y a le chef de cabinet, M. Claude Vadeboncoeur, il y a M. Jean-Claude Rivest, il y a mon chef de cabinet, qui était anciennement au ministère de la Justice.

Ce sont quand même des choses qui ont essentiellement des implications juridiques. Il y a M. Benoît Morin. Je pourrais donner tous les détails soit à l'occasion de la discussion de mes crédits ou, si le député met sa question au feuilleton, dans une réponse au feuilleton.

M. BURNS: Est-ce que le premier ministre

peut nous répondre et nous dire depuis combien de temps ce comité est au travail?

M. BOURASSA: M. le Président, M. Rivest a commencé à examiner cette question au cours de l'été. Cela a été interrompu par la campagne électorale et par l'élection. Depuis la fin novembre ou la mi-novembre M. Lalonde a repris et a fait beaucoup de travail sur cette question. Mais je viens de donner un exemple concret, je pense, au député de Maisonneuve, qui révèle la complexité d'appliquer d'une façon réaliste ces directives.

M. BURNS: Dernière question additionnelle, M. le Président.

LE PRESIDENT: Dernière.

M. BURNS: Etant donné la charge importante qu'il a confiée au député de Marguerite-Bourgeoys, comme directeur ou comme président de ce comité, est-ce que le premier ministre s'est assuré du fait que le ministre d'Etat au Conseil exécutif n'ait pas lui-même de conflit d'intérêts dans cette affaire, c'est-à-dire est-ce que le premier ministre s'est assuré que le ministre d'Etat n'a pas, lui, d'intérêt dans ce genre de conflit d'intérêts?

M. BOURASSA: M. le Président, j'ai une confiance absolue dans le ministre d'Etat.

M. BURNS: M. le Président, le premier ministre...

M. BELLEMARE: Vous avez dit la dernière.

M. BURNS: ... ne m'annonce rien. Si ce ministre fait partie de son cabinet, c'est sûr qu'il a confiance en lui. Ce que je lui demande...

M. BELLEMARE: Question.

LE PRESIDENT: Dernière.

M. BURNS: ... c'est ceci — c'est parce que le premier ministre n'a pas compris le sens de ma question — est-ce qu'il a vérifié, est-ce qu'il a demandé, en somme, au député de Marguerite-Bourgeoys de lui...

M. BELLEMARE: La science infuse.

M. LEGER: Elle ne vient pas de là, en tout cas.

M. BURNS: Alors, je me reprends, M. le Président, calmement, sans me choquer.

UNE VOIX: Il y a du progrès.

UNE VOIX: C'est une amélioration.

LE PRESIDENT: A l'ordre, messieurs! A l'ordre! ...A l'ordre!

M. BURNS: M. le Président, le ministre souverain-culturel dont le siège social est à Ottawa le fait exprès, mais en tout cas. M. le Président...

LE PRÉSIDENT: A l'ordre!

M. BURNS: ... ma question: Est-ce que le premier ministre a demandé au député de Marguerite-Bourgeoys de lui dévoiler ses intérêts privés, ceux de sa femme, de sa famille immédiate, afin que lui-même ne soit pas pris dans un conflit d'intérêts?

M. LACROIX: Son grand-père, son mon oncle, sa ma tante, les amis journalistes qu'il a.

M. BOURASSA: Je suis informé, M. le Président, des états financiers et du bilan du député de Marguerite-Bourgeoys.

M. BURNS: Est-ce qu'à ce moment-là...

LE PRÉSIDENT: A l'ordre! A l'ordre! Je donnerai sans doute l'occasion au député de Maisonneuve de revenir, j'espère, à la présente période de questions, parce que, par trois fois, c'était déjà la dernière.

M. BURNS: M. le Président, je veux dire ceci pour me justifier. M. le Président, c'est une question de règlement.

LE PRÉSIDENT: A l'ordre!

M. CADIEUX: Question de règlement. Vous avez dit, à deux reprises, que c'était la dernière sous-question. Si vous voulez qu'on continue à avoir confiance en la présidence, c'était la dernière question.

M. BURNS: Une question de règlement.

LE PRÉSIDENT: Question de règlement.

M. BURNS: M. le Président, sur la question de règlement, justement, soulevée par le député de Beauharnois, je veux dire que je ne veux pas abuser de votre permission, mais que j'ai été obligé de reprendre deux fois ma question, parce que le premier ministre ne semblait pas avoir compris.

LE PRÉSIDENT: Le député de Rouyn-Noranda.

### **Légalisation de l'avortement**

M. SAMSON: M. le Président, ma question s'adresse au ministre qui se sentira le plus visé.

M. LACROIX: Vous avez peur de manquer votre coup.

M. SAMSON: M. le Président, avez-vous en-

tendu, comme moi, un grincement qui parvient du siège du député des Îles-de-la-Madeleine? Vous avez entendu ça, M. le Président?

M. LACROIX: Oui, monsieur, c'est exactement ça.

M. SAMSON: M. le Président, je suis prêt à fournir l'huile si vous voulez l'appliquer pour qu'il grince moins à l'avenir. Les tapettes à bureau, là, prenez votre temps.

M. LACROIX: La graisse, vous connaissez ça dans votre parti.

LE PRÉSIDENT: A l'ordre ! A l'ordre !

M. SAMSON: M. le Président, je réitère que ma question s'adresse au ministre qui se sentira le plus visé et je m'explique; c'est parce que je ne sais pas qui devrait répondre à la présente question. L'an dernier, je posais des questions au ministre de la Justice, au ministre des Affaires sociales, concernant l'avortement illégal, l'avortement. Je vous souligne, pour les fins du journal des Débats, que, lorsqu'on parle d'assassinat par l'avortement, il y a certains députés libéraux qui rient de ça. Je vous souligne que si c'est nécessaire, je vais nommer ceux qui rient de ça. Je pense que ce serait important.

LE PRÉSIDENT: Question!

M. SAMSON: Je pense qu'il y en a qui seraient intéressés par cela.

LE PRÉSIDENT: Question!

M. SAMSON: Bien oui, M. le Président, si vous les arrêtez de parler, je vais poser ma question.

LE PRÉSIDENT: Messieurs, s'il vous plaît! Depuis trois jours, je crois qu'il manque un certain décorum dans cette Assemblée, surtout à la période des questions. Je pense bien que l'Assemblée nationale est un lieu de dialogue; sans doute, ce n'est pas un lieu de cacophonie. C'est un forum populaire, mais dans le respect du règlement.

Dans l'intérêt des travaux de notre Assemblée, je demanderais aux députés de donner, d'accorder toute la latitude voulue, toute la liberté voulue à celui à qui la parole est accordée, en l'occurrence le député de Rouyn-Noranda.

M. SAMSON: Merci, M. le Président. Suite à ces questions que je posais l'an dernier, le précédent ministre des Affaires sociales nous a donné en réponse une position très ferme à savoir qu'il était contre l'avortement libre au Québec. Je voudrais savoir si le ministre des Affaires sociales ou encore le premier ministre qui est le chef du gouvernement — le ministre des Affaires intergouvernementales n'est pas

présent aujourd'hui — a été mis au courant du fait qu'au Parlement fédéral très bientôt le député néo-démocrate Arthur Leggatt présentera un bill visant à rendre légal tout genre d'avortement.

Est-ce qu'on peut me répondre à savoir si le gouvernement du Québec, en tant que gouvernement, entend prendre une position à cet égard et faire connaître au gouvernement fédéral — ma question, M. le Président, est dans l'ordre puisque c'est une question d'affaires intergouvernementales — sa position avant que soit étudié le projet de loi du député néo-démocrate Arthur Leggatt?

M. BOURASSA: M. le Président, ce sont des projets de loi des députés, comme me le signale le ministre de la Justice; il y en a plusieurs qui sont loin de constituer non seulement une politique du Parti néo-démocrate mais encore moins du gouvernement en question. Je pense que le député soulève tout simplement une hypothèse.

Quant à la politique du gouvernement là-dessus, elle est bien connue. Elle a été énoncée à plusieurs reprises par l'ancien ministre des Affaires sociales, par le nouveau, par moi-même et par le ministre de la Justice.

M. SAMSON: M. le Président, question supplémentaire. Est-ce que je dois comprendre — si c'est nécessaire, j'aimerais que le premier ministre répète ce qu'il vient de dire — que la position exprimée l'an dernier par le ministre des Affaires sociales était la position du gouvernement et que le gouvernement conserve exactement la même position? Est-ce que je dois comprendre cela?

M. CHOQUETTE: M. le Président...

M. BOURASSA: Oui, M. le Président.

M. SAMSON: M. le Président, il y a le ministre de la Justice qui a tenté de répondre.

M. BURNS: Y a-t-il un autre congrès...

M. CHOQUETTE: Je voulais tout simplement ajouter, à la réponse que donnait le premier ministre, qu'il y a un code criminel qui s'applique à l'heure actuelle au Canada, et tant que le code criminel sera ce qu'il est, nous appliquerons les lois du code criminel.

M. SAMSON: M. le Président, est-ce que le ministre ou le premier ministre, je ne sais pas lequel, est-ce que quelqu'un du gouvernement est en mesure de nous dire s'ils ont reçu des représentations du mouvement pour le respect de la vie?

Est-ce que l'on a été mis au courant, au gouvernement, qu'il y a, durant la présente fin de semaine, un symposium à l'Oratoire Saint-Joseph, concernant le symposium pro-vie? Je

vous souligne encore une fois, M. le Président, que parmi la députation libérale on rit lorsqu'on parle de ce sujet.

LE PRESIDENT: A l'ordre!

M. SAMSON: Est-ce que le premier ministre peut nous dire s'il a été mis au courant et s'il considère cette question assez importante pour que quelqu'un du gouvernement soit délégué à ce symposium national?

M. BOURASSA: M. le Président, je me souviens d'avoir reçu des représentations de mouvements, soit celui-là ou d'autres similaires à celui que vient de signaler le député. Habituellement, je défère ces représentations, lorsqu'elles font des recommandations ou des demandes précises, au ministère impliqué. Je peux vérifier dans mon courrier pour voir si, dans le cas très particulier que vient de soulever le député de Rouyn-Noranda, nous avons reçu une demande.

M. SAMSON: M. le Président, une dernière.

LE PRESIDENT: La dernière.

M. SAMSON: M. le Président, étant donné que ce symposium aura lieu en fin de semaine, est-ce que le premier ministre accepte à ce moment-ci de considérer cette question et de nous donner demain une réponse quant à savoir si un ou des représentants du gouvernement du Québec assisteront à cet important symposium?

M. BOURASSA: M. le Président, je vais vérifier si nous avons eu une invitation d'abord.

M. LACROIX: On déléguerait des semeurs de mauvaise graine, des gars du Crédit social.

M. ROY: En tout cas, on ne parle pas du député des Îles-de-la-Madeleine.

LE PRESIDENT: A l'ordre! ... à l'ordre! ...

M. SAMSON: Parce que c'était un avortement illégal.

LE PRESIDENT: ... à l'ordre! ... S'il vous plaît.

M. LACROIX: Malheureusement ça aurait dû exister dans...

LE PRESIDENT: ... à l'ordre! ... à l'ordre! ...

L'honorable chef de l'Opposition officielle.

#### Rapport du Protecteur du citoyen

M. MORIN: M. le Président, le ministre de la Justice aura sans doute pris connaissance d'un

cinquième rapport du Protecteur du citoyen, document fort intéressant, mais qui soulève un certain nombre de questions importantes. Le protecteur, Me Marceau, exprime l'avis que si le recours au protecteur est indispensable, il n'en demeure pas moins insuffisant. Il penche pour un recours additionnel, un recours juridictionnel systématisé à l'encontre des actes d'administration, lequel serait exercé par des tribunaux spécialisés et coiffés par une autorité d'appel. Est-ce que le ministre a étudié ces propositions du Protecteur du citoyen? Est-ce qu'il a l'intention d'y donner suite? C'est ma première question.

M. CHOQUETTE: M. le Président, le rapport du Protecteur du citoyen a été déposé, je pense, il y a un ou deux jours. J'en ai pris connaissance d'une façon rapide, je ne l'ai pas approfondi encore. D'autre part, les questions qui concernent le Protecteur du citoyen ne sont pas de ma compétence exclusive comme ministre de la Justice, mais intéressent le gouvernement dans son ensemble et, par conséquent, je ne pourrais pas, à l'heure actuelle, exprimer au chef de l'Opposition quelle est la position du gouvernement en rapport avec des suggestions qui peuvent provenir du rapport du Protecteur du citoyen.

M. MORIN: Si j'ai posé ma question au ministre de la Justice, M. le Président, c'est tout de même que le genre de question que j'ai à soulever est certainement de sa compétence. C'est certainement lui qui sera appelé à faire des suggestions d'ordre législatif pour modifier, éventuellement, le mandat du Protecteur, pour l'élargir ou le restreindre. C'est pourquoi je continue à lui poser les questions qui me sont venues à l'esprit à la lecture de ce document.

Il y a un certain nombre de questions que je vais lui poser quand même, même s'il n'a pas eu le temps de lire le rapport, parce que ce sont des questions qui sont dans l'air depuis longtemps. Cela fait plusieurs fois que le Protecteur du citoyen revient, il l'a fait dans ses rapports antérieurs, sur ces questions.

La question suivante serait celle-ci: Même s'il y a eu un nombre extraordinairement élevé de plaintes, pour reprendre les termes mêmes du Protecteur du citoyen, il semble que l'existence de l'institution soit à peu près inconnue dans les milieux qui en auraient le plus besoin, c'est-à-dire dans les milieux défavorisés. Est-ce que le ministre, qui a certainement dû entendre parler de cette lacune dans le passé, a l'intention d'y obvier et de trouver des moyens pour que ceux qui ont le plus besoin de l'institution du Protecteur du citoyen puissent savoir que ce recours est à leur disposition?

M. CHOQUETTE: M. le Président, je suis très sympathique à l'institution qu'est le Protecteur du citoyen et à celui qui exerce les fonctions de Protecteur du citoyen, en l'occurrence

Me Louis Marceau. Mais comme, j'é l'ai dit au chef de l'Opposition tout à l'heure, en réponse à sa première question, l'institution et le personnage du Protecteur du citoyen sont une matière qui intéresse le gouvernement dans son ensemble. Et j'ajouterais que le Protecteur du citoyen rend compte directement à l'Assemblée nationale.

Alors, il est prématuré de répondre au chef de l'Opposition sur les intentions du gouvernement en relation avec les suggestions qui sont formulées dans le rapport de M. Marceau. Maintenant, quant à l'information autour du recours qu'offre le Protecteur du citoyen à l'égard de l'administration publique, je ne suis pas le ministre de l'information du gouvernement actuel. Je pense que le député de Sauvé devrait plutôt diriger ses questions au ministre des Communications, qui a des responsabilités particulières en matière d'information. Personnellement, je ne crois pas qu'il m'appartienne de prendre le Protecteur du citoyen sous mon aile protectrice et de me faire son propagandiste.

M. MORIN: Bien. M. le Président, je vais donc m'éloigner du rapport puisque le ministre n'a pas eu le temps de le lire, apparemment. Mais je ne pourrai pas poser les questions suivantes au ministre des Communications, qui est rarement en Chambre avec nous. Je vais les poser au premier ministre.

Nous réclamons, depuis cinq ans, l'occasion, pour cette Assemblée ou la commission de l'Assemblée nationale, de rencontrer le Protecteur du citoyen. Chaque année, nous l'avons réclamé et on nous l'a refusé déjà quatre fois.

Est-ce que le premier ministre a l'intention de nous donner l'occasion, cette année, de rencontrer le Protecteur du citoyen?

M. BOURASSA: M. le Président, je ne sais pas quand on a refusé cela au chef de l'Opposition ni pour quelles raisons.

M. MORIN: On nous disait que, quand on en aurait le temps, on nous ferait entendre le Protecteur du citoyen. On nous a répondu, chaque fois: En temps et lieu. Le mandat du Protecteur du citoyen vient à échéance, maintenant, après cinq ans. Il n'a pas encore eu l'occasion de comparaître devant cette Chambre.

M. BOURASSA: C'est parce qu'on a plusieurs commissions. Il y a la commission sur la réforme électorale; il y a celle sur la liberté de la presse.

M. CHARRON: Ne noyez pas le poisson.

M. LEGER: Ne noyez pas le poisson.

M. BOURASSA: Bien, d'accord, je vais en



parler au Protecteur du citoyen. Disons qu'on va essayer de faire plaisir aujourd'hui au Parti québécois, cela a été mal hier au petit Colisée, il n'y avait presque personne, vous vous êtes faits chahuter.

Je vais en parler au Protecteur du citoyen et je répondrai demain ou mardi au chef de l'Opposition. Est-ce que la réponse est satisfaisante?

M. MORIN: Oui, si nous avons une réponse la semaine prochaine, cela ira, M. le Président. Mais j'aurais une dernière question additionnelle, toujours au premier ministre. Est-ce que le gouvernement a l'intention de proposer à cette Assemblée le renouvellement du mandat de Me Marceau?

M. BOURASSA: M. le Président, j'ai discuté de cette question avec M. Marceau et, aujourd'hui, je ne suis pas en mesure de répondre à la question du chef de l'Opposition.

LE PRÉSIDENT: L'honorable député de Charlesbourg.

M. HARVEY (Charlesbourg): M. le Président, je vous avais prévenu de ma question. Elle concerne particulièrement le problème des taxis dans la région métropolitaine de Québec.

LE PRÉSIDENT: A l'ordre, messieurs!

#### Prix des taxis à Québec

M. HARVEY (Charlesbourg): M. le Président, suite à ce que nous avons vu, hier, en face du parlement, je voudrais demander au ministre des Transports du Québec s'il ne s'est pas produit — cela s'inscrit à l'intérieur de la protection du consommateur, c'est-à-dire des usagers des automobiles-taxis, dans la région métropolitaine de Québec — certaines irrégularités en ce qui concerne le prix de départ des courses effectuées par les automobiles-taxis. Si c'est le cas, je voudrais demander au ministre des Transports de nous dire quels seront les avis ou, enfin, quelle sera l'action tant de la Commission des transports que du ministère des Transports lui-même pour protéger le public vis-à-vis de la demande et la réponse qu'ils ont reçue, à l'effet d'augmenter le tarif de départ pour les courses à l'intérieur de la région métropolitaine.

M. MAILLOUX: M. le Président, je comprends que l'honorable député de Charlesbourg n'ait pu me prévenir de sa question qu'il y a quelques instants, puisque moi-même, j'ai été averti de certaines irrégularités durant la discussion des crédits, vers l'heure du lunch.

Je voudrais profiter de cette réponse pour que les média d'information tâchent de faire comprendre à tous les chauffeurs de taxi de la ville de Québec et de la banlieue que les gestes

que l'on pose depuis ce matin ou que l'on pourrait poser dans les heures qui vont suivre sont dans la plus complète illégalité.

Les chauffeurs de taxis de la région de Québec sont — tel que me posait la question hier le chef de l'Opposition — malheureux d'une décision rendue par la Commission des transports. J'avais indiqué, dans cette réponse, qu'entre les prix de \$0.60 et \$0.70 à l'intérieur desquels la commission pouvait juger, le jugement avait été rendu d'un plancher de départ à \$0.60.

Le ministère, depuis lundi matin, suite à cette décision, dans un garage désigné par le ministère, faisait poser les scellés sur les taximètres, sur le jugement, qu'il soit apprécié ou pas, à \$0.60 de départ. On m'a averti, vers l'heure du lunch, que des garages, en contradiction avec la loi, posaient des scellés, ce matin, à \$0.70 de départ, tel qu'auraient espéré le recevoir, comme jugement, les taxis de Québec.

Sans être homme de loi, j'imagine que toute personne qui prendrait dans de telles conditions un taxi dans la ville de Québec, par la suite, pourrait contester la légalité du geste qui a été posé et refuser de payer une course à n'importe quel taxi de la région, étant donné que c'est dans la plus complète illégalité. J'imagine également que les officiers du ministère verront immédiatement à faire le nécessaire auprès du ministère de la Justice pour que ceux qui, à la place du ministère des Transports, ont décidé de défier la loi et d'apposer des scellés qui sont complètement contraires au jugement qui est rendu.

M. le Président, j'avais indiqué hier au président des chauffeurs de taxis de la ville de Québec que si je ne pouvais porter de jugement sur la décision de la Commission des transports, il n'y avait qu'un seul recours possible: c'était de retourner immédiatement devant la même commission, sans vouloir préjuger qu'une seconde décision pourrait leur être plus favorable, sans vouloir préjuger de la décision que pourrait rendre la Commission des transports.

J'invite donc ardemment tous les chauffeurs de taxis de la ville de Québec à ne pas faire des blocages systématiques dans les rues comme ceux qui se font à certains endroits depuis hier, à ne pas défier la loi et à ne pas donner suite aux menaces que certains fier-à-bras font, depuis ce matin, à l'endroit de tous les chauffeurs de taxis. J'invite les média d'information à leur conseiller la seule possibilité qui est devant eux, soit de se présenter à nouveau devant la Commission des transports. Depuis hier, à deux reprises, j'ai rencontré le premier ministre du Québec et nous espérons que la Commission des transports sera invitée à se pencher dans le plus bref délai, en tenant compte de la loi, devant une seconde demande qui pourrait être faite par les chauffeurs de taxis du Québec métropolitain.

M. MORIN: Question additionnelle, M. le

Président. Lorsque j'ai posé la question hier au ministre des Transports, il m'a fait comprendre que ce n'était pas de sa compétence et que c'était de la compétence de la Commission. Aujourd'hui, on lui présente l'envers de la médaille; cette fois, c'est de sa compétence et il intervient auprès du ministre de la Justice. J'aimerais demander au ministre des Transports...

LE PRÉSIDENT: A l'ordre, messieurs!

M. MORIN: ... s'il n'y a pas une contradiction dans son attitude. Lorsqu'il s'agit de gagner du pain des chauffeurs de taxis, il n'est pas compétent, lorsqu'il s'agit...

LE PRÉSIDENT: A l'ordre! Messieurs, je vous demanderais de poser...

A l'ordre, messieurs! Nous sommes à la période des questions. Il faudrait bien que les députés posent les questions sans soutenir une thèse ou une argumentation.

M. MORIN: J'ai posé ma question, M. le Président. Je n'ai pu la terminer. J'ai commencé à la poser. J'ai demandé au ministre s'il n'y avait pas une contradiction entre les deux faits suivants: D'une part, si on lui parle des tarifs, il n'est pas compétent, il rejette la responsabilité sur la Commission. Si on lui parle, le lendemain, de la même augmentation des tarifs, cette fois il est compétent et il intervient...

LE PRÉSIDENT: Messieurs, à l'ordre, s'il vous plaît!

L'honorable député de Charlesbourg.

M. HARVEY (Charlesbourg): Sur une question de règlement. Je pense que ce qui est le plus important c'est que le public soit protégé, que les usagers...

LE PRÉSIDENT: Question!

M. HARVEY (Charlesbourg): Oui, M. le Président, j'arrive à la question. Le chef de l'Opposition officielle tente de sauver le chou et la chèvre. Je voudrais poser une deuxième question au ministre des Transports. La boule de neige que le chef de l'Opposition a lancée hier est drôlement fondue aujourd'hui, puisque la réponse du ministre m'incite à lui poser une deuxième question supplémentaire. La réponse qu'il a donnée hier précédait évidemment un jugement portée par...

LE PRÉSIDENT: A l'ordre! Est-ce que vous voulez répondre?

M. MAILLOUX: M. le Président, je voudrais dire le plus poliment possible au chef de l'Opposition que je n'ai vu aucune contradiction entre la déclaration que j'ai faite hier à

l'effet que le ministre des Transports n'était pas responsable des taux — pas plus qu'aujourd'hui — et l'invitation que j'ai faite hier au président des chauffeurs de taxis du Québec métropolitain, disant que le seul recours qu'il avait était de retourner devant la Commission des Transports avec une demande nouvelle qui serait étudiée dans les délais normaux.

La Commission des transports, seule, était juge de répondre entre les prix que le ministère des Transports a permis à la commission de fixer, soit entre \$0.60 et \$0.70. Il appartient seul à la Commission des transports de se prononcer sur une demande. Le ministre des Transports ne s'est pas prononcé et il n'a jamais dit hier aux chauffeurs de taxis de Québec qu'il interviendrait pour faire changer les prix. La seule chose que j'ai ajoutée tantôt, c'est que j'avais déclaré au premier ministre mon intention, s'il y a réellement eu dans l'esprit des chauffeurs de taxis une injustice à leur endroit, de demander à la Commission des transports d'éviter les délais d'un deuxième appel qui pourrait être entendu.

Et vous me permettez de faire un parallèle, M. le Président, chose que j'avais dite hier devant les médias d'information. Quand il s'est agi d'une demande des transporteurs en vrac du Québec, durant l'appel de la cause le juge a demandé aux parties de régler hors cour. Le ministère des Transports, qui était un des ministères clients les plus importants, par le ministère de la Justice a fait une offre de règlement hors cour à la demande de la Commission des transports. Nous voulions non pas \$0.45 les 100 livres mais \$0.20, devant les augmentations successives que nous avions connues. Le ministère, par le ministère de la Justice, jugeait une telle demande raisonnable. Ils n'ont pas voulu régler, ils ont attendu le jugement.

Dans le cas des chauffeurs de taxis, il n'est pas question que le ministre des Transports soit heureux ou malheureux de la décision qui a pu être rendue à l'égard des chauffeurs de taxis de la ville de Québec. Le seul recours c'est de retourner devant un tribunal, qui devra se pencher sur le dossier et revoir si tous les éléments de la cause ont été bien étudiés. Je ne pense pas que ce soit en contradiction avec les paroles que j'ai pu prononcer hier ou aujourd'hui.

LE PRÉSIDENT: A l'ordre! ... A l'ordre, messieurs! ... A l'ordre! Nous avons dépassé maintenant de dix minutes la période des questions. Il n'y a pas eu de déclaration ministérielle, je m'excuse. Ecoutez, j'accorde — je ne suis pas plus sévère qu'il ne le faut — toujours quelques minutes supplémentaires. Ce n'est pas de ma faute si les questions sont d'une telle importance que ça amène deux ou trois questions supplémentaires. Il ne s'agit pas d'un nombre, de savoir combien l'Opposition aura de questions; à certains moments, il peut y en avoir seulement une si le sujet est d'une très

grande importance. Je le regrette mais, si nous voulons avoir de l'ordre dans nos travaux, je crois que dix minutes c'est déjà un surplus pas mal important à la période de 30 minutes, ce qui est déjà.

Affaires du jour.

### Travaux parlementaires

M. BIENVENUE: M. le Président, comme le menu des commissions qui vont siéger est très chargé et assez complexe, j'attire l'attention des députés de cette Chambre qui siègent à ces commissions et des présidents de ces commissions pour qu'ils prennent bien note des heures, des endroits et des sujets que je vais énumérer.

Immédiatement, M. le Président, au salon rouge, la commission de l'éducation, des affaires culturelles et des communications poursuit l'étude des crédits du ministère de l'Éducation. A la salle 81-A, la commission de l'agriculture et de la colonisation continue l'étude des crédits du ministère de l'Agriculture. A la salle 91-A, la commission des transports, des travaux publics et de l'approvisionnement étudie les crédits du ministère des Transports. Ce soir, à 20 h 15 jusqu'à 23 heures, les trois mêmes commissions siégeront à nouveau car il est fort peu probable qu'elles puissent terminer leurs travaux pour 6 heures ce soir. Demain, M. le Président, à 10 heures — je dis à 10 heures parce que dans un instant je ferai une motion en vertu de l'article 76 — et jusqu'à 13 heures, au salon rouge, comme les crédits du ministère de l'Éducation seront vraisemblablement adoptés ce soir ou alors dans le cas contraire, ils continueront, la commission des institutions financières, compagnies et coopératives entreprendra l'étude de ses crédits.

A la salle 81-A, poursuite de l'étude des crédits du ministère de l'Agriculture. Cependant, si les travaux devaient se terminer ce soir dans le cas de l'Agriculture, la commission des richesses naturelles et des terres et forêts entreprendra l'étude des crédits du ministère des Terres et Forêts. A la salle 91-A, les crédits des Transports se continueront, si nécessaire.

Mardi de la semaine prochaine, de 10 heures à 13 heures, au salon rouge, crédits des institutions financières. Salle 81-A, crédits du ministère de l'Agriculture, si nécessaire évidemment; sinon, comme je l'ai indiqué précédemment, ceux des Terres et Forêts. Enfin, à la salle 91-A, crédits des Transports, si nécessaire; sinon, la commission des affaires sociales siégera pour l'étude des crédits du ministère des Affaires sociales.

### Ajournement

M. BIENVENUE: M. le Président, je propose, en vertu des dispositions de l'article 76, l'ajournement de la Chambre à mardi prochain, quinze heures.

LE PRESIDENT: Le député de Maison-neuve.

M. BURNS: M. le Président, sur cette motion d'ajournement, je dois dire que les membres de l'Opposition... Je ne veux pas présumer des intentions des députés créditistes, mais je présume, les connaissant, qu'eux aussi vont être contre cette motion.

LE PRESIDENT: A l'ordre, messieurs!

M. BURNS: M. le Président, étant donné que la période de questions est la seule et unique façon que les députés d'Opposition ont à leur disposition de questionner le gouvernement sur ses politiques, de soulever des questions d'actualité souvent des questions urgentes, je suis étonné qu'un gouvernement, fort de sa majorité de 102 contre 8 députés d'Opposition, craigne littéralement cette période de questions.

Si cette motion est adoptée, la seule conclusion que la population pourra tirer, c'est que ce gouvernement veut tout simplement gouverner dans la bonne tradition africaine des partis unitaires, d'un parti qui voudrait tout simplement mener l'Assemblée nationale comme il le veut. C'est ce problème que ça pose. Il n'y a aucune objection, à mon avis — j'aimerais ça qu'en réplique le leader adjoint du gouvernement nous dise vraiment quelle objection il aurait à ça — à ce que cette courte période de questions... D'ailleurs, mon collègue de Saint-Jacques l'a soulevé tantôt. Malgré votre ouverture d'esprit quant à l'examen de cette demi-heure, vous avez remarqué qu'on avait encore des questions à poser et que ça ne nous a pas été possible parce que le temps était expiré.

Ce que nous faisons tout simplement, c'est dire tranquillement pas vite aux députés de l'Opposition: On va vous enlever votre petite demi-heure, la seule occasion que vous avez de questionner le gouvernement, de voir les ministres, du moins ceux qui sont présents, des gens comme le ministre du Travail qui est venu hier et qui est reparti, je ne sais pas si ça l'a trop forcé, j'espère qu'il va revenir un jour pour qu'on puisse lui en poser. Mais si, par hasard, le ministre du Travail était ici demain, justement, on a un tas de questions à lui poser et on aimerait bien les lui poser.

Je suis sûr que les députés du Parti créditiste en ont, eux aussi, qui sont peut-être placés dans une position pire que la nôtre parce qu'à cause du nombre ils ne peuvent pas poser plus qu'une ou deux questions par période de questions. Est-ce que c'est décent de faire une telle motion alors qu'on sait fort bien qu'en commençant à dix heures demain matin et que, s'il n'y a pas de projets de loi, s'il n'y a pas de dépôts de document, s'il n'y a pas de déclarations ministérielles, à dix heures et demie on sera en mesure de commencer l'étude des crédits?

Evidemment, le ministre de l'Immigration, le leader adjoint du gouvernement, va tenter de nous dire que c'est tellement urgent, qu'il

y a tellement de commissions parlementaires, qu'il y a tellement de crédits et de prévisions budgétaires à adopter qu'il faut absolument sauver cette demi-heure. Or, le leader adjoint devra cependant me répondre, s'il me rétorque cela, que si c'était si urgent, si on est tellement pressé d'adopter les crédits, les prévisions budgétaires de chaque ministère, comment se fait-il qu'on ait ajourné à Pâques pour une période de 19 jours? Peut-être pas 19 jours ouvrables pour nous, mais du 11 au 30, ça fait 19 jours. Il y aurait eu facilement, dans ces 19 jours-là, sept ou huit jours ouvrables, utilisables pour l'Assemblée nationale.

M. LACROIX: C'était pour permettre au député de Sauvé de vous combattre.

M. BURNS: Je vais lui poser une autre question aussi. Si c'était tellement urgent, si c'était tellement pressé d'adopter les prévisions budgétaires, pourquoi avons-nous commencé à siéger simplement au mois de mars, au milieu de mars, alors qu'on a ajourné le 22 décembre? Là aussi il y avait des jours utilisables. Si le gouvernement ne prévoit pas suffisamment pour arriver à étaler sur une période respectable son programme législatif et son budget, ce n'est pas notre faute, et ce n'est pas les députés de l'Opposition qui ont à faire les frais de ce manque de prévision de la part du gouvernement. C'est sûr qu'on est porté, du côté ministériel, à cause du grand nombre de députés, à cause de cette espèce de sécurité béate dans laquelle ce gouvernement s'est installé depuis le 29 octobre 1973, c'est sûr qu'on est porté à être un peu plus paresseux que même l'autre gouvernement libéral avant; c'est bien sûr, cela, mais nous n'accepterons pas, nous de l'Opposition, de nous faire "bulldozer" par une attitude comme celle-là parce qu'on ne prévoit pas tellement. Ce n'est pas un problème, ils sont seulement huit dans l'Opposition. Ils sont seulement huit dans l'Opposition sauf qu'ils vont tout faire pour jouer leur rôle pleinement.

C'est cela que je veux dire au ministre de l'Immigration, au leader adjoint du gouvernement; c'est cela que nous tentons de faire, et un des moyens qui est mis à notre disposition est, entre autres, la période des questions. Un autre moyen est la journée du mercredi réservée à tous les députés. Je vois venir tout de suite le gouvernement, parce que je commence à avoir l'expérience des fins de session de l'autre gouvernement qui est tout à fait semblable, il est juste un peu plus arrogant parce que plus nombreux. Il est peut-être aussi un peu plus paresseux, comme je le disais, M. le Président.

La paresse de ce gouvernement le poussera peut-être très rapidement — je le vois venir — à nous présenter sa fameuse motion de fin de session voulant qu'on siège de dix heures du matin à minuit...

M. MORIN: Sans mercredi.

M. BURNS: Sans mercredi. Également, on enlève aux députés de l'Opposition le droit au mercredi. M. le Président, si c'est ça que le gouvernement veut faire, si c'est ça l'attitude qu'il prend au début de cette première session importante, qu'il nous le dise tout de suite et les députés de l'Opposition auront peut-être des décisions, eux aussi, à prendre. M. le Président, je veux tout simplement dire que c'est non seulement inacceptable la motion faite par le ministre de l'Immigration, je trouve même ça indécent.

LE PRÉSIDENT: L'honorable député de Beauce-Sud.

M. ROY: M. le Président, j'ai été plus que surpris d'entendre le leader adjoint du gouvernement faire une telle motion aujourd'hui. Je dis que le gouvernement n'a aucune bonne raison pour se justifier de ne pas faire siéger la Chambre demain, au cours de la journée de vendredi. Ce gouvernement devrait avoir honte. Je dis bien que ce gouvernement devrait avoir honte de procéder de telle façon alors qu'il n'y a que huit députés de l'Opposition. Est-ce que nous sommes si forts, seulement huit de l'Opposition, que nous fassions peur à ce gouvernement de 102 députés? C'est une question que je suis en train de me poser, M. le Président, quand il y avait trois partis à l'Assemblée nationale et que nous étions 36 dans l'Opposition, jamais, au cours de quatre sessions, le gouvernement n'a eu recours à une mesure aussi odieuse que celle à laquelle il a recours aujourd'hui. À cause du temps et du délai, je n'ai pu poser de questions aujourd'hui. Des ministres étaient absents aujourd'hui à l'Assemblée nationale. Il y a des questions urgentes que les gens nous demandent de poser au gouvernement, ils veulent savoir ce que le gouvernement veut faire. Le gouvernement arrive le jeudi et décide tout simplement d'ajourner la Chambre à mardi en faisant attention que demain la Chambre ne puisse siéger. De ce fait, la période de questions, la période où les députés peuvent poser des questions, de privilège ou autres, est tout simplement bannie et on ne permet pas ça aux membres de l'Assemblée nationale, aux membres de l'Opposition.

M. le Président, c'est un abus épouvantable de ce régime démocratique que nous croyions avoir au Québec. Au lieu d'avoir un régime de social-démocratie, j'ai l'impression que nous avons un régime de Simard-démocratie.

M. le Président, voulez-vous rappeler à l'ordre l'honorable député des Îles-de-la-Madeleine, qui s'est permis de venir me faire des menaces personnelles tantôt ici?

M. LACROIX: Vous avez menti royalement.

M. ROY: Oui, M. le Président, l'honorable député des Îles-de-la-Madeleine est venu me

menacer à mon bureau tout à l'heure, et le député de Rouyn-Noranda en a été témoin.

LE PRÉSIDENT: ... A l'ordre! ... A l'ordre! ...

L'honorable député de Beauce-Sud.

M. LACROIX: Une question de privilège, M. le Président. Une question de privilège.

Tout à l'heure j'ai dit au député de Beauce-Sud qu'hier soir il est allé à la télévision — je n'ai pas vu l'émission — et j'ai ajouté: M. Roy, vous n'en avez pas fini avec moi parce que je vous prouverai que ce que j'ai avancé était Vrai. Je n'ai jamais attaqué son intégrité personnelle ni son honnêteté, j'ai énoncé seulement un fait qui est connu et public. C'est une cause, un dossier que tout le monde peut avoir à la cour Supérieure.

C'est uniquement la chose que je lui ai dite. Lui, par exemple, m'a dit que j'étais seulement un petit Lacroix et qu'il me ferait peur. Quant à moi, je peux dire au député de Beauce-Sud que j'ai beaucoup de respect pour tous les membres de cette Chambre. Je n'ai pas l'intention de lui faire de procès d'intention. Je n'irai pas à la télévision. Si les journaux et les journalistes aiment me salir, qu'ils le fassent à leur aise. Cela ne me fout rien. Hier j'ai écouté une émission d'un M. Poisson qui disait que j'étais passible d'exclusion de la Chambre, d'expulsion. Ou il est imbécile ou il est ignorant.

Seulement, j'ai des parents, j'ai un père et une mère, une femme et des enfants. Ils acceptent mal des informations aussi injustes et aussi absurdes. Je demande uniquement aux journalistes de faire leur travail comme il le faut. Quant au député de Beauce-Sud, il a royalement faussé la vérité en disant que je lui avais fait des menaces. Le député de Beauce-Sud, je n'ai jamais attaqué ni son honnêteté ni son intégrité.

M. ROY: Ah non! Ah non!

M. BURNS: Non, non!

M. LACROIX: C'est le député...

M. BURNS: Vous avez été très gentil à son égard.

M. LACROIX: ... de Beauce-Sud qui est allé dire...

M. BURNS: Au contraire.

M. LACROIX: ... hier, qu'il fallait protéger la petite industrie familiale qui faisait faillite. Est-ce qu'il faudrait faire la même chose avec ...

M. ROY: M. le Président...

M. LACROIX: ... la grosse et la mettre en faillite?

LE PRÉSIDENT: A l'ordre! A l'ordre!

M. ROY: ... j'invoque le règlement.

LE PRÉSIDENT: A l'ordre! L'honorable député de Beauce-Sud.

M. ROY: J'invoque le règlement. Je pense réellement, M. le Président, que le député des Iles-de-la-Madeleine va trop loin et qu'il viole constamment le règlement de l'Assemblée nationale. En effet, si l'on se réfère à l'article 99, au paragraphe 7, si ma mémoire est fidèle, je pense que le règlement stipule très bien que le député des Iles-de-la-Madeleine doit tenir compte des propos qu'a tenus son collègue à l'Assemblée nationale.

Pour ce qui a trait aux points soulevés par le journaliste que le député des Iles-de-la-Madeleine vient d'attaquer, je dois dire que j'ai écouté l'information de ce journaliste et je veux lui rendre témoignage. Il a été intègre. Il a répété textuellement ce que je lui avais dit personnellement. Alors, comme il n'y a pas de reproche...

M. LACROIX: C'est faux, ce que vous dites là.

M. ROY: ... à formuler à ce journaliste...

LE PRÉSIDENT: A l'ordre! ...

M. LACROIX: C'est faux!

LE PRÉSIDENT: A l'ordre! ... A l'ordre! ... A l'ordre!

Messieurs, est-ce que cet aparté est terminé ou quoi?

M. LACROIX: M. le Président, sur une question de privilège.

LE PRÉSIDENT: Ecoutez, il n'y a pas de débat.

M. LACROIX: Sur une question de privilège, M. le Président.

LE PRÉSIDENT: Allez-y si c'est une question de privilège.

M. LACROIX: Le journaliste en question, hier, a parlé d'un coup bas que j'avais porté au député de Beauce-Sud. Mais, si on parlait de tous les coups bas que j'ai subis depuis que je siége en cette Chambre, on n'en finirait pas. Je demande seulement aux gars d'être honnêtes, autant ceux qui siègent autour et à côté de moi que ceux qui siègent en haut.

M. SAMSON: M. le Président...

M. BURNS: A salir les autres, on est écla-boussé parfois.

M. SAMSON: ... je pose la question de privilège. J'invoque mon privilège de député, M. le Président.

Je pense que nous devons intervenir, à ce moment-ci, dans le plus grand calme possible — je dis bien dans le plus grand calme possible — car il y va de notre libre droit de nous exprimer en cette Chambre, de nous exprimer librement, comme vous l'avez dit si souvent, M. le Président.

Je regrette énormément d'être obligé d'en arriver à ce que je vais dire. Je vous dis que jamais je n'aurais voulu être obligé d'en arriver à ce point-là. Mais j'ai été témoin, tantôt, de ce qu'a dit l'honorable député de Beauce-Sud. Je vous avoue que l'honorable député de Beauce-Sud a dit la vérité. Il a été menacé presque directement, je dirais; avec des mots que tout le monde aurait compris, il a été menacé directement.

Je vous dis que je sens que mon privilège de député, à ce moment-ci, est menacé. Peut-être que demain je serai victime de la même chose, peut-être que demain un autre de nos collègues de l'Opposition sera victime de la même chose.

M. le Président, j'ai conservé mon calme et j'ai dit que je voulais le faire dans le plus grand calme possible, mais je voudrais que le gouvernement comprenne bien que nous avons un rôle à jouer. Nous avons été élus pour jouer ce rôle. Nous nous en tenons, nous nous en sommes toujours tenus dans le passé et nous allons continuer à nous en tenir à des choses publiques, concernant l'administration publique.

Mais, M. le Président, des accusations concernant la vie privée des gens, on ne l'acceptera pas. Même au risque — parce que peut-être que je risque, aujourd'hui — d'être victime de choses semblables à celles dont a été victime l'honorable député de Beauce-Sud, je me dois de faire cette mise au point.

A l'avenir, avec tout le respect que j'ai, M. le Président, pour les autres membres de l'Assemblée nationale et même pour le député des Iles-de-la-Madeleine, avec tout le respect que j'ai pour lui, si on est obligé d'en arriver à se battre avec des coups en bas de la ceinture comme ça, cela ne sera pas très glorieux pour l'Assemblée nationale.

M. le Président, vous êtes le grand responsable de la protection de chacun des membres de cette Assemblée, responsable de notre protection en ce qui concerne notre droit de discuter et de délibérer librement. On a déjà eu — et vous avez été celui qui a dû prendre cette décision — à exiger qu'on vide les galeries, à un moment donné, parce que certaines manifestations risquaient de nous intimider. Si cela continue, vous aurez peut-être à prendre une autre décision, à vider d'autres sortes de sièges parce que nos droits seront menacés, à ce moment-là.

M. le Président, je vous remercie de m'avoir permis de m'exprimer.

LE PRÉSIDENT: Sur la motion d'ajournement, l'honorable député de Beauce-Sud.

M. ROY: Sur la motion d'ajournement, M. le Président, je terminerai donc mes propos en espérant que le gouvernement révisera ses positions et qu'il prendra des mesures immédiates pour retirer la motion qu'il vient de présenter. Ainsi les membres de l'Assemblée nationale et les députés de l'Opposition, pourront, demain, interroger le gouvernement non pas sur la vie privée des députés en lançant des accusations, mais demander au gouvernement des comptes sur l'administration de la chose publique au Québec.

Je pense, M. le Président, comme vient de le dire l'honorable député de Rouyn-Noranda — et je parle sur la motion d'ajournement — qu'il ne faut pas tomber dans le panneau que veut nous imposer un certain député de l'Assemblée nationale. On veut détourner l'attention des membres de l'Assemblée nationale pour nous empêcher de travailler dans l'intérêt du public québécois et pour éviter que le gouvernement rende des comptes à la population du Québec, et cela est le rôle des députés de l'Opposition à l'Assemblée nationale.

Pour toutes ces raisons, M. le Président, je demande au gouvernement, je demande à l'honorable ministre, adjoint du leader parlementaire, de retirer sa motion. M. le Président, je n'ose pas croire que nous soyons rendus, au Québec, avec une dictature dans le genre de celle que connaissent certains pays dans le monde et dont, malheureusement, les peuples ont énormément de difficultés à se débarrasser. Nous avons encore un minimum de liberté au Québec. J'insiste sur le mot minimum parce que c'est loin d'être un maximum.

Je pense que ce minimum de liberté appartient au gouvernement élu qui a été mandaté par le peuple du Québec, malgré tous les trucages qui ont eu lieu, mais je ne veux pas revenir là-dessus. Mais le gouvernement a reçu un mandat de la population du Québec. Ce mandat ne l'autorise pas présentement à brimer les droits des parlementaires, à brimer les droits des députés et à continuer à administrer à huis clos. Et surtout je vais faire un reproche au gouvernement à un autre niveau, qui concerne également la motion, contre le tableau des travaux des commissions qu'on nous a présenté. Nous n'avons jamais eu un tableau aussi chargé dans le passé. Nous ne sommes que huit députés de l'Opposition, il est évident. J'ai d'ailleurs eu l'occasion de le dire publiquement, le gouvernement met tout en oeuvre actuellement pour tâcher de faire adopter ses crédits à la vapeur de façon que nous n'ayons pas le temps d'étudier les dossiers, de les examiner et de prendre part aux délibérations des commissions parlementaires.

Je pense qu'il est important que le gouvernement descende des nuages et revienne sur la

terre, regarde la réalité et travaille dans l'intérêt non pas du parti libéral, qui considère le gouvernement comme étant sa propriété personnelle, mais qui considère qu'il a un devoir à remplir envers la société du Québec. Le Parti libéral n'est pas propriétaire mais mandaté par la population, et ce mandat comporte de respecter l'ordre établi, le droit parlementaire et le caractère démocratique de notre institution qui est le gouvernement du Québec.

M. MORIN: M. le Président.

M. CADIEUX: M. le Président.

LE PRESIDENT: Oui, un instant, je veux savoir.

M. MORIN: Sur la motion.

M. CADIEUX: Oui, sur la motion.

M. MORIN: Question de privilège.

LE PRESIDENT: Question de privilège, je suis très impatient de l'entendre.

M. MORIN: J'estime que les privilèges des parlementaires et en particulier les privilèges de l'ensemble de l'Opposition sont mis en cause par cette motion. Je voudrais dire que le règlement prévoit, à l'article 31, que nous siégeons le vendredi...

LE PRESIDENT: A l'ordre! Je m'excuse, s'il vous plaît. J'ai bien voulu vous laisser le temps d'exposer brièvement votre question de privilège, mais il n'y a aucune question de privilège dans ce que vous mentionnez.

A l'ordre, messieurs!

M. MORIN: J'estime que mes privilèges comme député sont à ce point attaqués par cette motion que je tiens à avertir cette assemblée et le gouvernement en particulier que notre seule façon de protester est de ne pas participer...

LE PRESIDENT: A l'ordre!

M. MORIN: ... à l'adoption des crédits demain matin, si cette motion est adoptée.

LE PRESIDENT: A l'ordre! Droit de réplique.

M. BIENVENUE: Très court, M. le Président.

LE PRESIDENT: Droit de réplique de l'honorable ministre de l'Immigration.

M. LEGER: ... vous adopterez vos crédits tout seuls.

LE PRESIDENT: A l'ordre, s'il vous plaît!

Je rappelle à l'ordre, pour la deuxième fois, l'honorable député de Lafontaine.

M. LESSARD: Nous ne siégerons pas, vous avez beau nous exclure, M. le Président.

M. ROY: Sur la même question de règlement, si cette motion est adoptée, M. le Président, nous ne serons pas, nous non plus, à l'étude des crédits.

LE PRESIDENT: A l'ordre!

M. LESSARD: On nous enlève notre droit de parole.

M. BURNS: Régime militaire!

LE PRESIDENT: A l'ordre, messieurs! A l'ordre!

M. BIENVENUE: Comme on l'a prévu de l'autre côté, M. le Président — et je le dis tout de suite — c'est effectivement parce que le gouvernement désire faire avancer les travaux des commissions chargées de l'étude des crédits qu'il...

M. CHARRON: menteur!

M. BIENVENUE: M. le Président, je regrette; je n'accepterai pas le mot menteur du député de Saint-Jacques, et je lui demande de retirer ses paroles.

M. LESSARD: C'est la vérité.

M. CHARRON: Vous êtes un menteur.

LE PRESIDENT: A l'ordre! ... A l'ordre, messieurs! ... Dans le brouhaha et dans le bruit, je n'ai pas, la première fois du moins, entendu ce qualificatif.

M. CHARRON: M. le Président, j'ai dit qu'il était un menteur et je ne retirerai pas mes paroles, parce qu'il ment.

LE PRESIDENT: Je vous demande de retirer ce...

M. CHARRON: Non, M. le Président, je refuse.

LE PRESIDENT: Pour la deuxième fois, je vous demande de le retirer.

M. LEGER: Le député des Îles-de-la-Madeleine...

M. CHARRON: M. le Président, le député de Crémazie...

LE PRESIDENT: Sans commentaires, sans commentaires.

M. CHARRON: ... est un menteur.

LE PRESIDENT: Est-ce que vous désirez retirer vos paroles pour la troisième...

M. CHARRON: Non, M. le Président; ce serait moi qui serais menteur à ce moment-là.

LE PRESIDENT: Messieurs, avec la collaboration voulue et tel que le règlement me le commande — à l'ordre, s'il vous plaît! — j'inviterais l'honorable député de Saint-Jacques à quitter la salle, s'il vous plaît.

M. BURNS: M. le Président, il n'y en a plus de règlement...

LE PRESIDENT: A l'ordre!

M. BURNS: ... ce n'est pas votre faute à part ça.

LE PRESIDENT: A l'ordre!

M. BURNS: Ce n'est pas de votre faute.

LE PRESIDENT: A l'ordre! ... Je suis ici pour faire respecter le règlement, qu'on l'aime ou qu'on ne l'aime pas.

M. BURNS: Ce n'est pas votre faute.

LE PRESIDENT: A l'ordre! Je demande à l'honorable député de Saint-Jacques de quitter la salle, s'il vous plaît.

UNE VOIX: Je vais t'aider, moi.

LE PRESIDENT: A l'ordre, s'il vous plaît, messieurs! ...A l'ordre! ...A l'ordre!

M. CHARRON: M. le Président, c'est par respect pour vous uniquement, j'aime autant vous le dire.

LE PRESIDENT: Merci. Messieurs, je demande votre collaboration également parce que le règlement va s'appliquer à tout le monde.

M. BIENVENUE: Alors, je disais, M. le Président, que c'est pour faire avancer les travaux des commissions qui étudient les crédits que le gouvernement, conscient de ses responsabilités, a pris la décision de faire une motion d'ajournement. M. le Président, on a fait remarquer devant nous que le plus grand tort, le plus grave préjudice dont souffrirait l'Opposition par cette motion, c'est qu'elle ne pourrait pas procéder demain à la période des questions.

M. LEGER: C'est un précédent qu'on ne peut pas accepter.

LE PRESIDENT: A l'ordre, s'il vous plaît!

M. BIENVENUE: Est-ce que je puis continuer? Est-ce que je suis dans la légalité?

M. LEGER: Mais vous êtes en dehors du chemin.

LE PRESIDENT: A l'ordre, s'il vous plaît!

M. BIENVENUE: M. le Président, je prends à témoin mes collègues du gouvernement pour dire qu'on a été en mesure d'apprécier ou de juger cette semaine de l'importance des questions de l'Opposition et je n'ai rien à ajouter sur ce sujet.

M. BURNS: Ce n'est pas à vous de juger de l'importance, non plus, des questions de l'Opposition; ce n'est pas du tout à vous. Ce n'est pas...

LE PRESIDENT: A l'ordre! ...

M. LESSARD: Question de privilège, M. le Président. M. le Président, comme député de l'Opposition, je pense avoir été brimé dans mes droits. M. le Président, j'ai soulevé une question aujourd'hui fort importante concernant le pétrole. Je pense que c'est une question essentielle, M. le Président.

LE PRESIDENT: A l'ordre!

M. LESSARD: M. le Président, je soulève une question de privilège.

LE PRESIDENT: Quelle est votre question de privilège?

M. LESSARD: Ma question de privilège, M. le Président, c'est que j'ai été brimé dans mes droits. On laisse sous-entendre, M. le Président, que les députés de l'Opposition posent des questions non urgentes, des questions non importantes.

LE PRESIDENT: A l'ordre! A l'ordre! A l'ordre! A l'ordre!

M. BIENVENUE: Enfin, M. le Président, dernier point, on a beaucoup soulevé le fait que nous manquerions à nos obligations...

M. LESSARD: ... des questions insignifiantes... Cela va être important, puis là on va être capable de poser des questions.

LE PRESIDENT: A l'ordre, s'il vous plaît! A l'ordre!

M. BIENVENUE: Je reprends. On a soulevé le fait que nous manquerions ainsi à nos obligations, que nous ne prendrions pas nos responsabilités, que nous ne répondrions pas de la sorte au mandat qui nous a été confié par le



peuple. M. le Président, comme mes collègues... Est-ce que je peux continuer...

LE PRESIDENT: A l'ordre!

M. BURNS: Vous pouvez continuer à mentir ouvertement. C'est effectivement ça que vous faites.

LE PRESIDENT: A l'ordre, s'il vous plaît! A l'ordre!

M. BIENVENUE: M. le Président, le député de Maisonneuve voudrait à son tour se faire expulser, mais une autre fois. Je voudrais terminer.

LE PRESIDENT: A l'ordre, s'il vous plaît!

M. BURNS: Deux poids, deux mesures.

M. BIENVENUE: Je prends à témoin...

M. BURNS: Dans le cas du député de Saint-Jacques, il fallait absolument les retirer.

LE PRESIDENT: A l'ordre! S'il vous plaît, messieurs.

M. BIENVENUE: Je prends à témoin mes collègues libéraux qui ont siégé en cette Chambre pendant trois ans et demi sous le précédent gouvernement. Nous nous sommes fait dire ces choses au sujet de notre mandat, de nos devoirs, de notre responsabilité. Si je ne fais pas erreur, vers la fin d'octobre dernier, le peuple a eu à se prononcer sur la façon dont nous avons exécuté notre mandat pendant trois ans et demi et les résultats ont été assez encourageants.

M. LESSARD: Avec des faux enlèvements. Avec des faux enlèvements. En faisant peur aux gens avec des faux enlèvements.

LE PRESIDENT: A l'ordre, messieurs! Qu'on appelle les députés!

#### Vote sur la motion d'ajournement

LE PRESIDENT: A l'ordre, messieurs! A l'ordre! Que ceux qui sont en faveur de la

motion d'ajournement des travaux de l'Assemblée veuillent bien se lever, s'il vous plaît.

LE SECRETAIRE ADJOINT: MM. Parent (Hull), Mailloux, Saint-Pierre, Choquette, Cloutier, Phaneuf, Lalonde, Lachapelle, Berthiaume, Goldbloom, Quenneville, Mme Bacon, MM. Hardy, Tetley, Lacroix, Bienvenue, Forget, Toupin, Massé, Vaillancourt, Cadieux, Houde (Fabre), Desjardins, Giasson, Perreault, Brown, Fortier, Kennedy, Bacon, Blank, Lamontagne, Bédard (Montmorency), Veilleux, Saint-Hilaire, Séguin, Cornélius, Houde (Limoilou), Pilote, Saint-Germain, Ostiguy, Fraser, Picard, Gratton, Gallienne, Carpentier, Dionne, Faucher, Marchand, Harvey (Charlesbourg), Pelletier, Bellemare, Bérard, Bonnier, Boutin (Abitibi-Ouest), Leduc, Caron, Côté, Denis, Dufour, Harvey (Dubuc), Lachance, Lapointe, Lecours, Malouin, Massicotte, Mercier, Pagé, Parent (Prévost), Picotte, Sylvain, Tardif, Tremblay, Verreault.

LE PRESIDENT: Que ceux qui sont contre cette motion veuillent bien se lever, s'il vous plaît.

LE SECRETAIRE ADJOINT: MM. Morin, Burns, Léger, Lessard, Samson, Roy.

M. BURNS: M. le Président, je tiens à dire ceci.

LE PRESIDENT: A l'ordre, à l'ordre!

M. BURNS: Si le député de Saint-Jacques avait pu être ici, il aurait voté dans le même sens.

LE PRESIDENT: A l'ordre, messieurs, à l'ordre!

LE SECRETAIRE: Pour:	73
Contre:	6

LE PRESIDENT: La motion est adoptée. L'Assemblée nationale ajourne ses travaux à mardi, quinze heures.

(Fin de la séance à 16 h 37)